

Ce texte est adapté d'une présentation faite à la conférence « Controverses climatiques : science et politique » (Iddri, ULB), 27-28 octobre 2010, Bruxelles.

Le débat public sur les changements climatiques a largement dépassé les règles classiques de la controverse scientifique. Soutenu par de puissants intérêts financiers et mis en forme par des scientifiques sans scrupules, aux méthodes confinant parfois à celles de « voyous », l'offensive climato-sceptique est venue défier le travail des journalistes scientifiques. Souvent peu reconnus au sein de leur rédaction, ces derniers ont dû rendre coup pour coup, dans le cadre déontologique de leur profession, afin d'éclairer au mieux l'opinion publique.

MÉDIAS UN COMBAT DE RUE ?

*11, rue Béranger
75154 Paris Cedex 03
s.huet@liberation.fr

SYLVESTRE HUET
JOURNALISTE À LIBÉRATION*

La formule « street fight » utilisée par la revue *Nature*¹ pour caractériser le débat public sur le climat est plutôt bien vue : le changement climatique est nécessairement l'occasion d'un « combat de rue ». Du moins dans sa dimension de débat public, celle à laquelle sont confrontés les journalistes. Ce sujet donne lieu à des affrontements idéologiques et politiques où les règles du débat scientifique – bonne foi, acceptation des arguments fondés, refus de l'argument d'autorité, prise en compte de l'ensemble des données connues – ne seront pas respectés.

Pourquoi ? L'enjeu économique et social du dossier climatique est gigantesque. L'énergie fossile représente 80 % de l'énergie actuellement utilisée par les hommes. Elle correspond pour l'essentiel à la satisfaction de besoins élémentaires (manger, se loger, s'habiller, se chauffer, échanger des biens et services vitaux). Envisager de diviser son usage par quatre d'ici 2050 dans les pays industrialisés, ou limiter la croissance de son usage dans les pays émergents, suppose un bouleversement des modèles technologiques, urbains, industriels, commerciaux, etc., mais aussi probablement sociaux et culturels.

La résistance à toute politique de contrôle des émissions de gaz à effet de serre sera donc très forte. Dans ces conditions comment imaginer que le débat public puisse rester serein ?

LE POIDS DES LOBBYS Réguler et réduire l'usage de l'énergie fossile heurte des intérêts économiques et financiers énormes et organisés, ayant l'habitude de se défendre par des actions vigoureuses en direction des pouvoirs politiques et de l'opinion publique. Aux États-Unis, les compagnies pétrolières ou charbonnières ont financé les agents climato-sceptiques. À l'inverse, les industriels du nucléaire ou de l'éolien (parfois ce sont les mêmes) utilisent l'argument climatique pour vendre leurs produits, avec les techniques de la publicité et non la volonté d'informer.

Par ailleurs, les positionnements idéologiques vont nécessairement investir ce sujet, puisqu'il va désormais participer aux joutes électorales, tant pour les partis politiques traditionnels que pour les nouveaux venus « Verts », mais aussi en raison de l'action et de la propagande d'ONG qui en font un objet identitaire.

C'est pourquoi, depuis près de vingt ans, le dossier climatique est l'objet d'actions déterminées de puissances d'argent ou de groupes politiques et idéologiques. Ils ont agi en direction de la presse et des journalistes, de manière



The Washington Post

Hackers post scientists' e-mails
Climate change skeptics say content proves data
rigged to pin cause of global warming on humans.
» Juliet Eilperin

The New York Times

**Hacked E-Mail Is New Fodder
For Climate Change Dispute**

By ANDREW C. REVKIN

Hundreds of private e-mail messages and documents hacked from a computer server at a British university are causing a stir among global warming skeptics, who say they show that climate scientists conspired to overstate the case for a human influence on climate change.

The e-mail messages, attributed to prominent American and British climate researchers, include discussions of scientific data and whether it should be released, exchanges about how best to combat the arguments of skeptics, and casual comments — in some cases derisive — about specific people known for their skeptical views. Drafts of scientific papers and a photo collage

that portrays climate skeptics on an ice floe were also among the hacked data, some of which dates back 13 years.

In one e-mail exchange, a scientist writes of using a statistical "trick" in a chart illustrating a recent sharp warming trend. In another, a scientist refers to climate skeptics as "idiots."

Some skeptics asserted Friday that the correspondence revealed an effort to withhold scientific information. "This is not a smoking gun; this is a mushroom cloud," said Patrick J. Michaels, a climatologist who has long faulted evidence pointing to human-driven warming and is criticized in the

Continued on Page A7



Climate Skeptics Pounce On E-Mails Hackers Got From U.K. Scientists' Files

By Mark Memmott

There's a storm brewing on the Web over e-mails that hackers got hold of in which some scientists at one of the world's leading research centers say things such as the need to "hide the de" in data about temperatures. Skeptics who have doubts about whether humans are contributing to global warming are pouncing on the revelations.

AP Associated Press

Hackers leak e-mails, stoke climate debate

By DAVID STRINGER (AP) — 5 hours ago

LONDON — Computer hackers have broken into a server at a well-respected climate research center in Britain and posted hundreds of private e-mails and documents stoking debate over whether some scientists have overstated the case for man-made climate change.

comparable et avec les mêmes outils que sur n'importe quel sujet sensible, de nature politique, économique ou financière : argumentaires prêts à l'emploi, voyages de presse, transmission d'informations biaisées, opération de séduction, publicité et propagande, etc.

TEMPÊTE MÉDIATIQUE Les mois qui ont précédé la conférence de Copenhague ont ainsi coïncidé avec une offensive sans précédent contre le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), avec en particulier l'opération « climategate ». Les directions des journaux se sont alors tournées vers les journalistes scientifiques en leur demandant de donner le maximum de publicité à cette attaque. Ce qu'ils n'ont pas fait, en général, ou alors en contredisant cette offensive par des arguments fondés sur les rapports du GIEC.

C'est alors que pour contourner ce refus, des dizaines de journalistes et éditorialistes, n'ayant jamais réalisé la moindre enquête sur les sciences du climat, ont décidé d'occuper les colonnes de nos journaux pour expliquer que cette science était vraiment indigne de confiance, que les courriels piratés de l'équipe de Phil Jones révélaient les secrets honteux d'une climatologie en déroute.

Ces journalistes ont cru pouvoir dénoncer avec virulence les turpitudes du GIEC, alignant les *Climategate*, *Amazongate*, *Africagate*, *Himalayagate*... Si certaines de ces accusations étaient justes, comme pour la présentation erronée concernant les glaciers de l'Himalaya, ou d'autres formulations maladroites des rapports du GIEC, elles se sont en général tristement terminées pour l'honneur des journalistes. Ainsi, le *Sunday Times* ou le *Frankfurter Rundschau* ont



dû retirer leurs articles sur ces sujets et présenter des excuses à leurs lecteurs. Une démarche rarissime pour la presse généraliste.

Les scientifiques n'étaient probablement pas préparés à la tempête politique et médiatique provoquée par leurs découvertes et à faire face aux mensonges, publicités, discours propagandistes qui ont été opposés à leurs productions scientifiques et à l'expertise collective conduite par le GIEC.

S'il est fréquent, en politique, d'être accusé de « menteur », en science, cela semble impossible : les chercheurs sont tétanisés à l'idée de devoir dire d'un collègue non qu'il se trompe, mais qu'il ment délibérément, qu'il trompe ses lecteurs ou auditeurs.

CALOMNIE, FALSIFICATION ET DÉNIGREMENT Mais, dira-t-on, et alors ? Pour des journalistes, il n'y a là rien de nouveau. Résister à la propagande d'un militant écologiste, au discours publicitaire d'Areva ou de Total, analyser sans naïveté le discours politique des gouvernants, etc. : tout cela, en principe, fait partie du travail normal du journaliste, quelle que soit sa spécialité. Mais,

Le médias refusent d'accorder à la connaissance scientifique un statut différent de celui des « opinions », comme si la mesure des températures ou la validité d'un modèle relevait d'une simple opinion.

sur le dossier climatique, les journalistes ont eu à faire face à des voyous – en général ceux qui participent aux combats de rue sont des voyous – d'un genre tout à fait spécial : des scientifiques. Des scientifiques qui, pour des raisons diverses, ont décidé de rompre avec l'éthique et les méthodes de la recherche pour participer à ce combat de rue. Des scientifiques qui ont permis à des éditorialistes d'affirmer à leurs lecteurs « *les textes du GIEC sont douteux, la science du climat est douteuse, la preuve : certains scientifiques de grande qualité l'affirment* ».

Soyons précis : je ne parle pas des controverses scientifiques normales et des questions sans réponses ou des doutes qui agitent les laboratoires des sciences du climat. Niveau marin futur, réactions des moussons asiatique et africaine, mesure des évolutions récentes des calottes glaciaires, représentation des nuages dans les modèles : tous ces sujets sont au centre de controverses qui s'expriment dans les revues scientifiques et les séminaires. Je parle de scientifiques qui mentent, calomnient, falsifient des documents scientifiques, dénigrent

Résistance

■ Quelques scientifiques parviennent à contourner les barrières du *peer review* (révision par les pairs), avec des complicités évidentes, et publient dans des revues scientifiques des articles que l'on agite comme la preuve d'une science climatique en déroute. En France, la palme en revient à l'équipe de Vincent Courtillot, directeur de l'Institut de physique du globe de Paris. Il réussit l'exploit de publier de faux graphiques et, après avoir reconnu l'erreur dans la revue scientifique où ils ont été publiés, *Earth and Planetary Science Letters*, continuer de les proposer au public dans des ouvrages vendus en librairie ou dans des conférences.

Pourtant, des journalistes et des journaux ont résisté avec succès à cette pression. Ainsi, dès décembre 2007, je pouvais publier dans *Libération* un article relatant la réfutation des articles de Vincent Courtillot par Édouard Bard. Le même jour, *Le Monde* puis, le lendemain, *Le Figaro*, publiaient des articles allant dans le même sens. Aussitôt, Claude Allègre a téléphoné aux directeurs des trois journaux, exigé des droits de réponse abusifs pour

Courtillot, insulté mon collègue du *Monde* et demandé que les journalistes signataires soient punis...

Cette petite victoire, osons le mot, a été rendue possible par la mobilisation des scientifiques. Mobilisation qui s'est d'abord traduit par une disponibilité de tous les instants pour fournir les journalistes en arguments, dont le plus convaincant fut une expression collective qui a pris la forme d'un *Appel des scientifiques du climat* publié le 1^{er} avril 2010. C'est cet appel qui a permis de faire prendre conscience à certaines directions de médias qu'il ne s'agissait pas d'un obscur combat entre tels et tels scientifiques tous respectables, ou d'une controverse scientifique à laquelle les journalistes n'avaient pas à prendre part, mais de comportements contraires à l'éthique, condamnés par des centaines de scientifiques.

S. H.

* « Éthique scientifique et sciences du climat : lettre ouverte »
<http://sciences.blogs.liberation.fr/files/lettre-6avril.pdf>

ou encore à faire pression sur les directions de médias qui reçoivent des appels téléphoniques menaçants, demandant que l'on fasse taire tel ou tel journaliste.

Conséquences ? C'est un ancien Premier ministre qui glisse à un climatologue de premier plan « *et si Allègre avait raison ?* », alors qu'ils discutent de l'attribution de ressources financières importantes à la recherche et aux innovations technologiques. C'est l'Académie des sciences qui organise une sorte de tribunal ou de très vieux physiciens, mathématiciens, géologues et biologistes s'érigent en juges de la climatologie, alors qu'ils n'en maîtrisent même pas les bases les plus élémentaires, et ceci avec la complicité active d'une ancienne présidente du Centre national de la recherche scientifique et des secrétaires perpétuels de l'Académie. Ce sont des directions de médias qui invitent Allègre pour de longues heures et dans des dispositifs où il n'est jamais mis en difficulté.



leurs collègues sur la place publique. Autant de méthodes de voyous, qui n'ont, en principe, pas leur place dans une controverse scientifique normale et qui ont pesé lourdement sur le débat public et les médias.

En France, ce rôle a été tenu principalement par une personnalité importante du monde scientifique, mais également politique, Claude Allègre. Il n'est pas seulement l'un des scientifiques français les plus titrés et cités dans les revues scientifiques de sa discipline – la géochimie – c'est aussi un ancien ministre de l'Éducation nationale et de la recherche, au sein du gouvernement de Lionel Jospin entre 1997 et 2000. L'intervention publique de Claude Allègre a pris de multiples formes : tribunes et chroniques dans les journaux, interviews à la radio et la télévision, livres. Il serait facile de dénoncer un simple histrion tant la vulgarité et la grossièreté de ses mensonges sont avérés.

Le problème n'est pas lié uniquement au contenu de son discours, mais à la force de frappe d'un petit groupe de scientifiques organisés autour de lui, qui parvient à instrumentaliser l'Académie des sciences ; à obtenir un écho médiatique de grande ampleur en faveur de leur discours ; à troubler des responsables politiques

Voir Science², le blog de Sylvestre Huet : <http://sciences.blogs liberation.fr>

Sylvestre Huet, *L'imposteur c'est lui* – Réponse à Claude Allègre et Cie, enquête sur les ennemis de la science. Denoël, 2010.

Stéphane Foucart, *Le Populisme climatique* – Claude Allègre et Cie, enquête sur les ennemis de la science. Denoël, 2010.

Hervé Le Treut, Sylvestre Huet, Jérôme Chappellaz, Olivier Godard, *Changement climatique : les savoirs et les possibles*. Éditions la ville brûle, 2010.



JOURNALISME SCIENTIFIQUE Que conclure de cet épisode pour le moins excitant des relations entre presse, science, expertise et débat politique ?

D'abord que la qualité du débat politique et citoyen sur un sujet dont la composante scientifique et technique est aussi forte passe par une sorte d'alliance intellectuelle entre scientifiques et journalistes. Je n'ose la qualifier de « sainte », mais elle est nécessaire. Elle suppose que chacun fasse une part du chemin.

Celui des scientifiques consiste à abandonner une part de naïveté, à mesurer que le débat public ne se mène pas comme une controverse scientifique et à identifier les raisons – argent, idéologie, politique, économie de la presse – qui vont se liguer contre la Raison. Celui des journalistes est le plus simple en apparence : il s'agit de travailler. C'est-à-dire de prendre le temps d'une information solide sur ce sujet compliqué. En réalité, cet objectif n'a de simple que l'apparence. Il peut s'avérer impossible, parfois pour des raisons de compétence personnelle mais, surtout, du fait du fonctionnement même de la presse.

Cet épisode a aussi montré que la plupart des directions de médias, pour leur majorité formatés à l'économie ou à la politique, refusent d'accorder à la connaissance scientifique un statut différent de celui des « opinions », qui toutes se valent, comme si la mesure des températures ou la validité d'une équation dans un modèle relevait d'une simple opinion.

On peut mesurer là aussi l'effet délétère de formulations maladroitement ou abusives de certains sociologues des sciences qui, très soucieux d'étudier la fabrication du fait scientifique, délivrent un message favorisant un relativisme

sans limites niant la spécificité de la démarche scientifique et des connaissances qu'elle permet sur le fonctionnement des systèmes naturels.

Enfin, cet épisode a montré l'importance du maillon « médias » dans la chaîne science, expertise, société, décision politique. Pour que l'expertise collective des volets scientifiques et techniques des dossiers soumis au débat public et citoyen, comme à la décision politique, ne soit pas renversée par les acteurs qui refusent cette expertise au point de dénigrer ses auteurs, il faut apporter une grande attention à la qualité des relations entre journalistes et producteurs de cette expertise. Cette relation ne doit pas s'illusionner sur ses pouvoirs : elle ne peut à elle seule lutter contre les forces politiques, idéologiques ou financières qui agissent sur ce terrain et vont pervertir le métier même de journaliste. Mais comme scientifiques et journalistes, c'est là notre seul moyen d'action, et donc notre principale responsabilité. ●

1) « Climate of Fear », *Nature*, vol. 464, n° 7286, 11 mars 2010.